



ARRÊTÉ MUNICIPAL n°ARR_2026_0164
ARRÊTÉ MUNICIPAL PORTANT INTERDICTION D'ACTIVITÉS
CONSTITUTIVES DE TROUBLES À L'ORDRE PUBLIC - RUE VICTOR HUGO

Le Maire de la commune de Charenton-le-Pont,

VU les articles L2212-1, L2212-2 et L2122-24 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code pénal, notamment les articles 312-12-1, R610-5, R623-2 et R644-2 ;

VU le Code de procédure pénale ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003/2657 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-0060 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le Val-de-Marne ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU les constats établis par la police municipale faisant état, depuis le début de l'année 2026, de cent dix-neuf interventions effectuées rue Victor Hugo à Charenton-le-Pont, dont trois à la suite de réquisitions de riverains, sept de la part du CSU, une à la demande de la Police nationale et cent neuf venant de patrouilles d'initiatives, en raison de nuisances sonores, de dégradations du mobilier urbain et de dépôts d'ordures sur la voie publique ;

CONSIDÉRANT que de telles nuisances peuvent entraver la tranquillité des riverains, particulièrement lorsque lesdites personnes peuvent être sous l'emprise de stupéfiants ou en état d'ébriété ;

CONSIDÉRANT les interventions récurrentes de la Police municipale visant à rétablir l'ordre public dans le secteur de la rue Victor Hugo ;

CONSIDÉRANT les nombreuses plaintes des riverains ces derniers mois sur ce secteur ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de garantir l'ordre public, et notamment la tranquillité et la sécurité publique dans les rues et autres dépendances du domaine public ;

CONSIDÉRANT qu'il appartient au Maire de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, tels que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, les attroupements, les nuisances sonores, y compris les bruits de voisinage et les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;



CONSIDÉRANT que les mesures prévues par le présent arrêté sont limitées à la seule rue concernée, aux périodes de l'année et aux plages horaires pendant lesquelles les troubles ont été constatés, et qu'elles présentent ainsi un caractère nécessaire, adapté et proportionné aux circonstances locales ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – PORTÉE

Il est interdit, sur les voies et espaces publics mentionnés à l'article 2 du présent arrêté, de se livrer à des occupations prolongées et répétées de nature à entraver la libre circulation des piétons, gêner l'accès aux commerces ou aux immeubles riverains, ou troubler la tranquillité publique par des comportements bruyants, agressifs ou dégradants pour la salubrité des lieux. La simple présence ou la circulation de personnes sur la voie publique ne constitue pas, à elle seule, une infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – LIEU ET PÉRIODES CONCERNÉS

Les dispositions de l'article 1^{er} s'appliquent exclusivement à la rue Victor Hugo à Charenton-le-Pont, du 27 juin 2026 au 31 décembre 2026, chaque jour de 14h00 à 02h00.

Ces horaires correspondent aux heures où des troubles récurrents à l'ordre public ont été constatés.

ARTICLE 3 – SANCTIONS

Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – APPLICATION

Madame le Commandant de Police divisionnaire fonctionnel et Monsieur le Chef de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 - TRANSMISSION

Le présent arrêté sera :

- publié par voie habituelle ;
- transmis à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne ;
- transmis à Madame le Commandant de Police divisionnaire fonctionnel, et à Monsieur le Chef de la Police Municipale.



Envoyé en préfecture le 26/06/2026

Reçu en préfecture le 26/06/2026

Publié le 26/06/2026

ID : 094-219400181-20260626-ARR_2026_0164-AR

webdelib

ARTICLE 6 – RECOURS

Rappelle que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de la réception par le représentant de l'État dans le département, et de sa publication. Cette juridiction administrative peut notamment être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Charenton-le-Pont, le 26 juin 2026

#signature1#